

## STOP-EPR

Association fondée en 2009 pour s'opposer au projet de réacteur EPR sur le site de la centrale nucléaire de Penly (76), la Collectif STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs a intégré la CLI Paluel-Penly en 2011. Aujourd'hui le Collectif exerce une fonction de surveillance citoyenne des installations nucléaires de base et des transports de matières radioactives en Haute-Normandie.

### contact //

Tél. 06 70 90 37 88

Site Internet

<http://www.nanodata.com/sdn76>

## « NON À L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS RADIOACTIFS »

*Le débat public sur le projet de stockage en couche géologique profonde des déchets accumulés par un demi siècle d'industrie nucléaire est plus que jamais nécessaire. Avant de donner suite au projet, il est nécessaire qu'une réflexion collective intégrant une grande diversité d'acteur ait lieu. Cela d'autant plus que le projet Cigéo est très loin d'apporter une réponse satisfaisante au problème qu'il est sensé résoudre.*

Alors qu'en 2005, à l'occasion du débat public sur la gestion des déchets radioactifs<sup>1</sup>, seul le mouvement écologiste mettait en cause les orientations de l'État<sup>2</sup>, aujourd'hui des institutions prestigieuses émettent des doutes sévères sur le projet d'enfouissement. La localisation comme les solutions techniques choisies par l'Andra donnent à voir les incertitudes de l'avis même de l'autorité de sûreté nucléaire<sup>3</sup> et du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire<sup>4</sup>.

Tous les avis concordent. Cigéo présente plus d'incertitudes que de garanties effectives de sûreté. L'Andra malgré une débauche de moyens de communication et le soutien indéfectible de l'État peine à prouver l'efficacité du dispositif proposé. Rien ne garantit que le confinement de la radioactivité par le stockage en grande profondeur soit effectif. Bien au contraire l'irréversibilité des déchets représente une menace sérieuse pour l'environnement local comme pour l'ensemble du Bassin parisien.

Mais le problème ne saurait se résumer aux seuls aspects techniques. Aujourd'hui l'ensemble de la doctrine française de gestion des matières et déchets radioactifs montre ses limites<sup>5</sup>. Les déchets sont plus que jamais le « **cauchemar du nucléaire** »<sup>6</sup>. Un cauchemar qui continue<sup>7</sup> et n'en finit pas. Les déchets s'accumulent et représentent une menace colossale pour

<sup>1</sup> <http://cpdp.debatpublic.fr/cdpd-dechets-radioactifs/index-2.html>

<sup>2</sup> <http://www.villesurterre.com/>

<sup>3</sup> <http://www.actu-environnement.com/ae/news/andra-asn-avis-cigeo-inventaire-combustible-use-18575.php4> ; <http://www.asn.fr/index.php/Les-actions-de-l-ASN/La-reglementation/Bulletin-officiel-de-l-ASN/Avis-de-l-ASN/Avis-n-2013-AV-0179-de-l-ASN-du-16-mai-2013>

<sup>4</sup> [http://www.hctisn.fr/IMG/pdf/Rapport\\_GT\\_Cigeo\\_vf\\_cle8a687d.pdf](http://www.hctisn.fr/IMG/pdf/Rapport_GT_Cigeo_vf_cle8a687d.pdf)

<sup>5</sup> <http://blogs.mediapart.fr/blog/guillaume-blavette/270613/la-java-des-dechets-atomiques>

<sup>6</sup> <http://www.franceculture.fr/oeuvre-dechets-le-cauchemar-du-nucleaire-de-laure-noualhat.html>

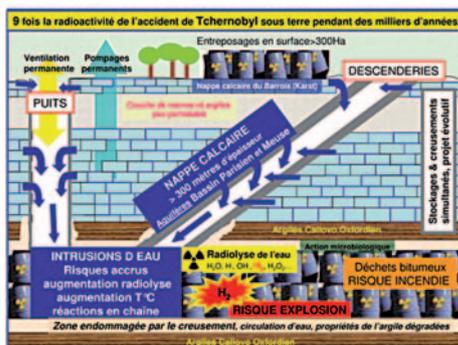
<sup>7</sup> <http://energie-climat.greenpeace.fr/dechets-nucleaires-le-cauchemar-continue>

l'environnement comme pour la santé publique... à un coût toujours croissant<sup>8</sup>. Le cauchemar devient une impasse voire un écueil dont il est urgent de sortir.

Le projet Cigéo est le plus parfait exemple de cette incapacité à apporter une réponse satisfaisante aux défis posés par les déchets nucléaires. C'est non seulement un « **Arbre qui cache la forêt**<sup>9</sup> » mais une solution hasardeuse qui présente un potentiel de risques immense sans assurer l'efficacité d'un stockage à long terme que l'on est en droit d'exiger. Il est indispensable aujourd'hui de faire une pause et non de persévérer dans une direction périlleuse.

## // Cigéo, un pari technique complètement fou

Les avis de l'ASN et du HCTISN publié au printemps dernier ne sont pas les seuls documents officiels qui critiquent le projet de stockage en couche géologique profonde. Les rapports successifs des Commissions nationales d'évaluation instituées par la Loi Bataille puis par la Loi du 28 juin 2006 donnent à voir de réelles réserves sur les solutions et les études proposées de l'Andra<sup>10</sup>. La notion même de « barrière géologique » est fragilisée par de multiples remarques sur les qualités de l'argilite mais aussi sur les installations sensées assurer le confinement des matières radioactives.



Ainsi les incertitudes se sont accrues au fil des ans imposant à l'Andra de multiplier des dispositifs techniques pour essayer de garantir la sûreté. Pour faire face aux infiltrations d'eau et « s'opposer à un entraînement convectif des radionucléides pour restreindre leur possibilité de migration à la seule diffusion » des formations encaissantes sont prévues

Le stockage en couche géologique profonde est peut être une solution mais pas avant d'avoir expérimenté d'autres possibilités plus raisonnables. Il conviendrait d'être enfin responsable pour apporter des réponses satisfaisantes à notre irresponsabilité d'hier. Le choix du nucléaire engagé depuis cinquante ans par l'Etat nous laisse un problème colossal à gérer. Nous ne pouvons laisser aux générations futures un tel fardeau sans avoir défini une solution acceptable par tous.

**Arrêtons le nucléaire rapidement et cessons de produire des déchets dont on ne sait que faire ! ■**

pour s'interposer entre les installations et milieu... c'est à dire des galeries pour protéger d'autres galeries<sup>11</sup>. Ainsi depuis dix ans observe-t-on une inflation délirante des équipements et des structures pour tenter de compenser les défauts de la barrière géologique<sup>12</sup>. Dans le secteur MA-VL en particulier, un système de ventilation est conçu pour évacuer 1.8 millions de m<sup>3</sup>/h... nécessitant une puissance installée non négligeable<sup>13</sup>.

Finalement ce sont deux postulats de base de la pertinence du stockage en couche géologique profonde qui volent en éclat. La « *sûreté passive* » comme le « *principe d'interposition* » ne pourront être garantis sans une surveillance constante du site et l'évacuation constante de quantité colossale d'eau et d'air. Non seulement Cigéo ne présente plus guère de différence avec une installation d'entreposage mais ce projet implique des coûts totalement délirants<sup>14</sup>. Des coûts de construction, des coûts d'acheminement mais aussi des coûts de surveillance sur une durée aussi longue que les risques auxquels nous exposent les déchets stockés.

On est dès lors en droit de s'interroger sur la capacité de l'Andra à tenir ses engagements. Le stockage en couche géologique profonde n'est pas une solution efficace pour soulager les générations futures du fardeau de la gestion des matières radioactives. Ce n'est pas par hasard si les Etats-Unis ont renoncé

<sup>8</sup> <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1218.asp>, p 85-92.

<sup>9</sup> <http://blogs.mediapart.fr/blog/benjamin-dessus/210613/le-projet-d-enfouissement-des-dechets-nucleaires-cigeo-l-arbre-qui-cache-la-foret>

<sup>10</sup> <https://www.cne2.fr/>

<sup>11</sup> Hervé Kempf, Gaia dans la piscine, <http://www.reporterre.net/spip.php?article2476>

<sup>12</sup> <http://pandor.at/fr/dangers>

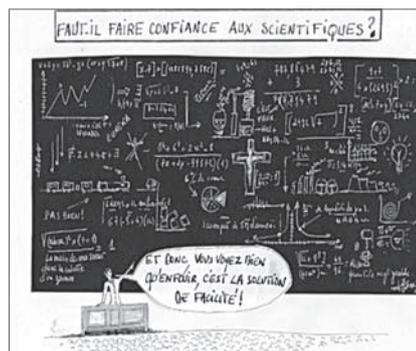
<sup>13</sup> Bertrand Thuillier, [http://www.jp-petit.org/NUCLEAIRE/ITER/ITER\\_fusion\\_non\\_controlee/Thuillier\\_sur\\_Bure.pdf](http://www.jp-petit.org/NUCLEAIRE/ITER/ITER_fusion_non_controlee/Thuillier_sur_Bure.pdf)

<sup>14</sup> comme le reconnaissent eux-mêmes MM. Aubert et Bouillon dans un rapport parlementaire pourtant très favorable au stockage en couche géologique profonde : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1218.asp>

au projet d'enfouissement à Yuccas Mountain<sup>15</sup>. La commission Blue Lagoon a mis en évidence qu'aucune solution technique n'était aujourd'hui en mesure de garantir la sûreté du stockage des déchets nucléaires sur le long terme<sup>16</sup>. Pourquoi vouloir en France persévérer dans une voie périlleuse et hors de prix ?

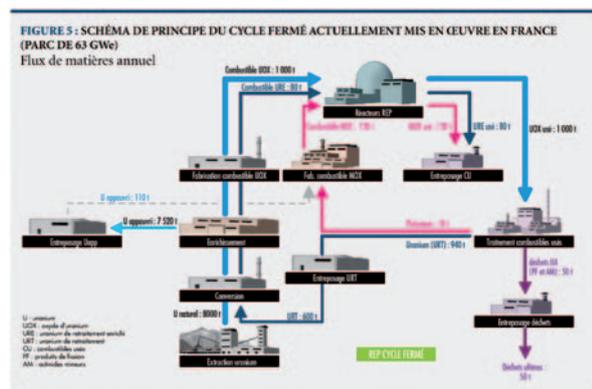
L'expérience en France de Stocamine devrait pourtant nous inciter à la plus grande vigilance. L'incendie survenu en 2002 prouve clairement que l'enfouissement des déchets ultimes n'est pas maîtrisé<sup>17</sup>. Comme à Asse en Allemagne<sup>18</sup>, il n'y a d'autres solutions en définitive que de récupérer les déchets<sup>19</sup>. Mais en Alsace il s'agit de déchets conventionnels. Qu'en sera-t-il à Cigéo avec des déchets hautement radioactifs et très chauds ? La récupérabilité que prétend garantir l'Andra, sans toutefois le démontrer, permettra-t-elle de remonter des déchets en cas d'accidents souterrains ?

On peut en douter légitimement à la lumière de l'expérience de Mayak<sup>20</sup>.



En effet le premier accident nucléaire a eu lieu en 1957 sur un site de stockage de déchets nucléaires entraînant des conséquences fatales que l'on mesure encore aujourd'hui<sup>21</sup>. Pouvons-nous raisonnablement courir un tel risque dans l'Est de la France ? ■

## // Cigéo, un projet en deçà des enjeux



Cigéo relève plus du pari industriel que la solution technique efficiente pour gérer sur la longue durée la montagne de déchets accumulés après cinquante années d'exploitation civile et militaire de l'énergie atomique. Pour un investissement estimé entre 13 et 35 mds € selon les sources<sup>22</sup>, Cigéo n'est destiné à accueillir tout au plus que 5 % des déchets existants.

Ce projet n'est jamais qu'une réponse incertaine à une infime partie du problème posé par la gestion sur la longue durée des matières radioactives.

**1 200 tonnes de combustibles sont utilisés annuellement** à partir de 8 000 t d'uranium. La production d'1 TWh génère ainsi 0,4 m<sup>3</sup> de déchets de haute activité à vie longue (HAVL), 0,5 m<sup>3</sup> de déchets de moyenne activité à vie longue (MAV), 16 m<sup>3</sup> de déchets d'exploitation dont 10 m<sup>3</sup> de faible et moyenne activité à vie courte (FMAVC), 6 m<sup>3</sup> de très faible activité à vie courte (TFAVC). C'est l'ensemble de ces déchets qu'il convient de gérer...

S'il n'existe pas à ce jour de solutions durables pour les MA-VL et les HA-VL, il n'en existe pas non plus pour les FA-VL. L'Andra est encore en quête d'un site pour ces déchets<sup>23</sup> même s'il apparaît de plus en plus clairement que ces derniers seront stockés à Crépy-le-Neuf<sup>24</sup>. Quant au FMA et TFA, leur accumulation est telle que les centres de stockage aménagés depuis vingt ans sont déjà proches de la saturation de l'aveu même des pouvoirs publics<sup>25</sup>. Les déchets s'accumulent sans qu'aucune solution pérenne ne permette de répondre aux innombrables problèmes posés par le stockage.

<sup>15</sup> <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Les-Etats-Unis-contamines-par-le>

<sup>16</sup> <http://www.nei.org/Master-Documents-Folder/Backgrounders/Reports-And-Studies/Blue-Ribbon-Commission-On-Americas-Nuclear-Future>

<sup>17</sup> [http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/12/18/en-alsace-le-site-de-dechets-toxiques-de-stocamine-fermera-d-ici-a-2019\\_1807899\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/12/18/en-alsace-le-site-de-dechets-toxiques-de-stocamine-fermera-d-ici-a-2019_1807899_3244.html)

<sup>18</sup> [http://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Le-stockage-des-dechets-radioactifs-en-Allemagne-vire-au-desastre\\_-\\_NG\\_-2010-02-08-546433](http://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Le-stockage-des-dechets-radioactifs-en-Allemagne-vire-au-desastre_-_NG_-2010-02-08-546433)

<sup>19</sup> <http://www.actu-environnement.com/ae/news/rapport-destockage-stocamine-dechets-ultimes-11023.php4>

<sup>20</sup> <http://nucleaire-nonmerci.net/accident-nucleaire-mayak-urss.html>

<sup>21</sup> <http://www.gazette-nucleaire.org/~resoso/InfoNuc/criticiteMayak.htm>

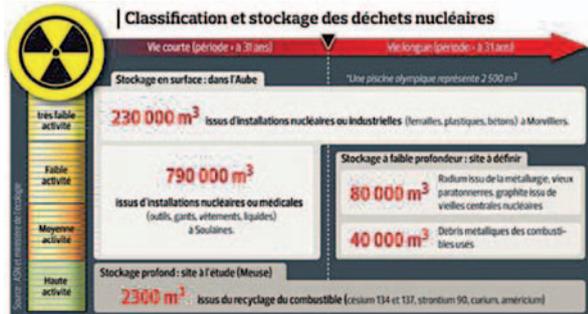
<sup>22</sup> <http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2011/02/d%C3%A9chets-nucl%C3%A9aires-crise-entre-edf-landra-et-lasn.html>

<sup>23</sup> [http://www.hctisn.fr/IMG/pdf/Presentation\\_FAVL\\_au\\_HCTISN\\_du\\_20-06-2013\\_cle457fcd.pdf](http://www.hctisn.fr/IMG/pdf/Presentation_FAVL_au_HCTISN_du_20-06-2013_cle457fcd.pdf)

<sup>24</sup> [http://www.villesurterre.eu/index.php?option=com\\_content&view=article&id=398](http://www.villesurterre.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=398)

<sup>25</sup> <http://www.asn.fr/index.php/Les-activites-controlees-par-l-ASN/Dechets-Installations-en-demantèlement/Plan-national-de-gestion-des-matieres-et-dechets-radioactifs/PNGMDR-2013-2015>

Force est de reconnaître que la précipitation l'emporte. L'Etat et les acteurs de la filière nucléaire semblent plus pressés de prouver que des solutions existent pour les déchets que de proposer des dispositifs à la mesure des risques. Afin de garantir la pérennité de l'option nucléaire, la France préfère créer des installations dans l'urgence plutôt que de mettre en œuvre une stratégie efficiente qui assure une réelle protection de l'environnement et des populations<sup>26</sup>.



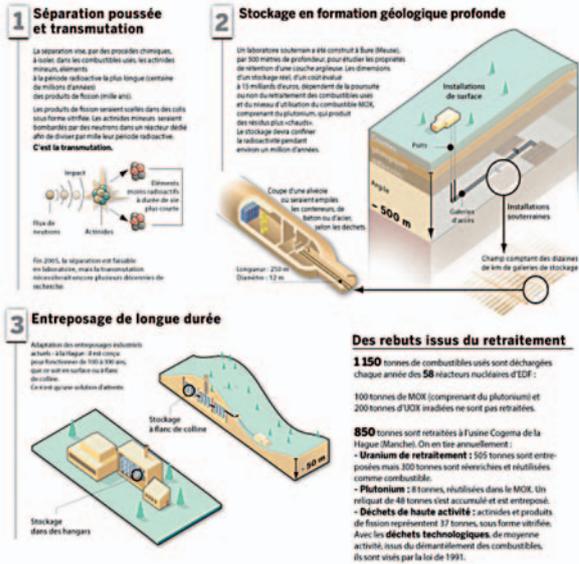
Cette orientation est d'autant plus regrettable que le débat public de 2005 a permis d'entrevoir qu'une autre stratégie de gestion des matières radioactives est non seulement possible mais souhaitable<sup>27</sup>. Le stockage en couche géologique profonde n'est pas la seule option disponible pour les déchets radioactifs. Il existe d'autres solutions plus sûres et surtout plus souples qui garantissent une authentique *réversibilité des décisions*<sup>28</sup>.

Le problème qui se pose donc avec Cigéo n'est pas seulement technique mais aussi démocratique. Comment se fait-il qu'au bout de vingt années, la France ait renoncé à la plupart des possibilités définies par la Loi Bataille pour se concentrer principalement sur le stockage en couche géologique profonde des déchets de haute activité ?

Malgré des interventions répétées des écologistes, un grand nombre de travaux et d'études contradictoires, et les doutes de l'opinion publique l'Etat et les acteurs de la filière nucléaire s'entêtent envers et contre tout à vouloir imposer une solution chère, dangereuse voire inutile.

C'est l'ensemble du plan de gestion des matières et déchets radioactifs qu'il convient de revoir aujourd'hui avant de s'aventurer sur la voie périlleuse de l'enfouissement. L'urgence impose d'abord d'entreposer dans des conditions satisfaisantes les 12 000 tonnes de combustibles usés accumulés à la Hague, d'admettre que les milliers de tonnes d'URE et d'URT ne seront jamais valorisées<sup>29</sup>, qu'il convient d'améliorer le confinement des déchets historiques, qu'il est nécessaire de sécuriser les centres de stockage de l'Andra avant de se lancer dans un projet hasardeux.

**Trois options à l'étude depuis 15 ans**



Cette charge immense qui nous revient aujourd'hui implique bien entendu d'y consacrer les ressources nécessaires afin de garantir à tous le droit de vivre dans un environnement sain.

**Mieux vaut prendre le temps d'un authentique débat démocratique plutôt que mettre en œuvre un projet qui n'est pas mûr.** ■

<sup>26</sup> <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Publication-du-Plan-National-de.html>  
<sup>27</sup> <http://cpdp.debatpublic.fr/cdpd-dechets-radioactifs/documents/bilan-cndp.html>  
<sup>28</sup> <http://www.oecd-nea.org/rwm/reports/2012/7105-reversibilite.pdf>  
<sup>29</sup> [http://www.andra.fr/inventaire2012/04\\_pdf\\_documents/01-Andra-2012-resume.pdf](http://www.andra.fr/inventaire2012/04_pdf_documents/01-Andra-2012-resume.pdf)

